

Objet : Réponse à votre lettre aux professeurs et personnels de l'Éducation Nationale

Monsieur le Président de la République,

Il y a quelques jours, nous avons reçu votre « lettre aux enseignants ». Une lettre aux enseignantes aurait été plus juste et plus inclusive puisque notre profession (1er degré) est féminisée à 85 %.

Nous l'avons lue avec attention et sommes en désaccord avec les constats que vous assenez.

Nous souhaitons y répondre, collectivement.

En effet, en tant qu'expert-es du terrain, nous ne faisons pas du tout les mêmes analyses que vous et portons un regard critique sur les responsables et les politiques imposées depuis des décennies à l'institution scolaire. Malgré vos compliments, nous refusons d'endosser les échecs de la société ultralibérale que vous promouvez. Votre modèle de société, autoritaire et descendant engendre une grande violence sociale notamment par le délitement des services publics en général et de l'Éducation Nationale. En tant que Président de la République, n'êtes-vous pas l'un des principaux responsables de la présente situation ?

Personnels de l'Éducation Nationale, notre expertise est fondée sur la connaissance du terrain et sur les besoins des élèves. L'école doit être le lieu de l'égalité des droits tout autant qu'un lieu d'apprentissages et d'émancipation pour toutes et tous !

La seule maîtrise de savoirs dits fondamentaux ne suffit pas à ce que nos élèves apprennent. En effet, elle ne garantit pas qu'elles et ils deviennent des citoyen·nes éclairé·es. L'École doit leur permettre de comprendre et d'agir sur le monde sur la base des choix réfléchis et étayés par la Science. Les adultes de demain ont besoin aujourd'hui d'une École leur permettant de construire un monde meilleur, plus juste, réellement écologique, mais aussi plus solidaire et plus émancipateur.

Pourtant, les transformations que vous projetez — sans aucun dialogue — ne vont nullement dans ce sens.

Car, ce qui est essentiel, c'est d'abord que tous·tes nos élèves aient un toit et des conditions de vie permettant une scolarité pleine et entière. Or, ce n'est pas le cas : à cette rentrée par exemple, des milliers d'enfants scolarisé·es — nos élèves — dorment à la rue. C'est inacceptable et vous en êtes pleinement responsable.

Monsieur le Président, nous ne voulons pas non plus que l'École soit soumise à un modèle économique qui détruit le vivant. Nos élèves ont au contraire besoin d'une École qui réponde véritablement à leurs besoins.

- *Dès la maternelle*, le rythme biologique et les besoins spécifiques de chaque élève doivent être pris en compte. L'obligation de scolarisation dès 3 ans engendre des souffrances et ne permet pas à tous·tes d'apprendre dans de bonnes conditions.

- *À l'école élémentaire*, l'accès à la Culture pour tous·tes, à la compréhension du monde et la construction d'une pensée critique ne sauraient être écarté·es aux seuls bénéfices de savoirs prétendument fondamentaux.

- *Au collège*, nous refusons l'imposition du « tout orientation » qui n'est pas une réponse aux besoins de l'élève, mais qui vise une employabilité au plus bas coût.

- *Au lycée comme dans le supérieur*, vos réformes insécurisent et précarisent la jeunesse en la mettant en évaluation et en concurrence permanente ; tout en la coupant des véritables enjeux de demain.

L'École de la République doit être une école qui accueille dignement et scolarise pleinement chacune et chacun. Elle nécessite davantage d'enseignant·es — adjoint·es, remplaçant·es, spécialisées —, de RASED, de médecins et d'infirmier·ères scolaires, d'assistant·es sociales, ... et non pas des personnels sans qualification ni formation.

Nous n'avons pas à accomplir davantage de missions et autres tâches supplémentaires alors que nous croulons déjà sous le travail et les injonctions paradoxales. Ce n'est pas le bon levier à actionner que celui du « travailler plus pour gagner plus », quand la profession dénonce des conditions de travail détériorées, s'épuise au quotidien en raison d'une surcharge de travail, et quand tant de personnes sont au chômage.

Nous voulons travailler mieux et avoir du temps pour accomplir nos missions au service des nos élèves.

Car, tout au contraire de vos projets, nous avons besoin de temps, de collectif, de liberté pédagogique tout comme d'une véritable formation initiale et continue sur temps scolaire, permettant de répondre à nos besoins, dans un lien fort avec la recherche scientifique.

Nous avons également besoin que vous nous laissiez faire notre travail et que l'administration cesse de nous assommer avec toujours plus de tâches inutiles, chronophages, numériques et bureaucratiques.

Par ailleurs, dans votre lettre, vous indiquez également nous faire toute confiance.

Nous ne ressentons au contraire que du mépris de la part des autorités, et ce depuis de nombreuses années. Pour nous, tout pacte de confiance ne peut reposer que sur la reconnaissance de notre expertise, le respect de notre éthique et de notre pratique, et la défense de notre indépendance.

Enseignant-es-fonctionnaires, nous sommes également profondément attaché-es à un service public de l'Éducation Nationale, qui ne mette en concurrence, ni les écoles, ni les élèves et les personnels.

L'école publique doit garantir l'égalité de droit pour tous-tes et non instiller la concurrence libre et non faussée entre tous-tes ! Dans ce cadre, la puissance publique doit se donner les moyens de financer l'Éducation Nationale à hauteur des besoins, et non avoir recours à quelconque financement privé (même au niveau local). C'est la clé de notre indépendance et la garantie d'une École publique de qualité pour tous-tes, et ce, sur l'ensemble du territoire.

Enfin, vous convoquez une école prétendument inclusive... Celle que nous côtoyons au quotidien manque cruellement de moyens, humains comme matériels et de trop nombreux-euses élèves sont scolarisé-es dans des établissements qui ne peuvent répondre à leurs besoins. Cela génère une immense souffrance tant pour les élèves que pour les adultes qui les entourent, dont les AESH, condamnées à la précarité alors que leur mission est cruciale.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président de la République, nous, enseignantes et enseignants — et avec nous l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, sommes affecté-es — voire en souffrance — face aux attaques continues contre nos métiers ; tout autant que suite aux annonces en trompe l'œil de votre lettre... Mais surtout, nous sommes en colère face aux injustices et aux violences que vos décisions instillent.

Aussi, faudra-t-il plus qu'une lettre savamment rédigée, mais remplies d'injonctions managériales et surtout déconnectées du réel de nos écoles pour espérer restaurer un véritable climat de confiance. Toute chose que nous témoignent au quotidien nos élèves et leurs familles.

Des conditions de travail de qualité, une reconnaissance sociale de nos métiers — comprenant formation, liberté pédagogique et travail en équipe — constituent nos revendications premières. Aucune d'entre elles n'est évoquée dans votre lettre. Et ceci pour une raison simple. ***Vous ignorez totalement la réalité de nos métiers et de notre engagement au service des élèves et de leurs familles.***

Soyez assuré, Monsieur le Président de la République, de notre profond et sincère attachement au Service Public d'Éducation au sein d'une société de justice sociale et écologique.

Vous souhaitant très bonne réception,

***Les enseignantes et enseignants du service public
de l'Éducation Nationale de la Sarthe,
Le Mans (et ailleurs),***